

Chrétiens et Sociétés
Documents et Mémoires n° 32



**RENOUVEAU CONCILIAIRE
ET CRISE DOCTRINALE.
ROME ET LES ÉGLISES NATIONALES
(1966-1968)**

sous la direction de Christian SORREL



**RENOUVEAU CONCILIAIRE ET CRISE DOCTRINALE.
ROME ET LES ÉGLISES NATIONALES
(1966-1968)**

Actes du colloque international de Lyon (12-13 mai 2016)

Sous la direction de Christian SORREL

Comité scientifique

Bernard Ardura, o. praem, président du Comité pontifical des sciences historiques (Vatican).

Franz Xaver Bischof, professeur d'histoire de l'Église, Ludwig-Maximilians-Universität, Munich.

Lucia Ceci, professeur d'histoire contemporaine, Université de Rome « Tor Vergata ».

Philippe Chenaux, professeur d'histoire de l'Église moderne et contemporaine, Université pontificale du Latran.

Jean-Dominique Durand, professeur émérite d'histoire contemporaine, Université de Lyon (Lyon 3).

Étienne Fouilloux, professeur émérite d'histoire contemporaine, Université de Lyon (Lyon 2).

Mathijs Lamberigts, doyen, Faculteit Theologie en Religiewetenschappen, KU Leuven.

Alberto Melloni, professeur, Université de Modène-Reggio Emilia et Université de Bologne, directeur de la Fondazione per le scienze religiose Giovanni XXIII, Bologne.

Denis Pelletier, directeur d'études, École pratique des hautes études, Paris.

Gilles Routhier, doyen, Faculté de théologie et de sciences religieuses, Université Laval, Québec.

Comité d'organisation

Christian Sorrel, professeur d'histoire contemporaine, Université de Lyon (Lyon 2).

Olivier Chatelan, maître de conférences d'histoire contemporaine, Université de Lyon (Lyon 3).

Alessandro Santagata, docteur en histoire, Université de Rome « Tor Vergata ».

Composition et mise en page : Christine CHADIER

Couverture : A procession of Cardinals enters St. Peter's in Rome, opening the Second Vatican Council, Original artwork by Franklin McMahon. Created October 11, 1962 ; <http://frankmcmahon.com/franklinmcmahon/vaticanprocession.jpg>, © <http://frankmcmahon.com/franklinmcmahon/>, Creative Commons Public License ; réalisation : Christine CHADIER.

LA LETTRE DU CARDINAL OTTAVIANI ET LA RÉCEPTION DU CONCILE VATICAN II EN HONGRIE

Les sources à notre disposition suggèrent que la lettre du cardinal Alfredo Ottaviani aux conférences épiscopales du 24 juillet 1966 est passée presque inaperçue en Hongrie. Les informations les plus précises, mais laconiques, nous sont fournies par les procès-verbaux des conférences des évêques tenues respectivement le 14 septembre et le 13 décembre 1966. Du premier document nous apprenons que la lettre fut distribuée aux Ordinaires des diocèses hongrois par le secrétaire de la Conférence épiscopale. En transmettant la lettre, Pál Brezanóczy, administrateur apostolique de l'archidiocèse d'Eger, a demandé aux évêques d'envoyer leurs remarques éventuelles avant le 1^{er} décembre à son adresse¹. Selon le témoignage du procès-verbal de la conférence suivante, le 13 décembre 1966, c'est le même Brezanóczy qui a formulé la proposition que, « aux questions nr. 871/66. de la Congrégation pour la doctrine de la foi, il faut envoyer une réponse rassurante, parce que nous n'avons pas de notices sur les doctrines erronées² ».

Quelle est la raison pour laquelle la lettre confidentielle du pro-préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi n'a pas suscité en Hongrie des discussions aussi vives que dans un grand nombre de pays ? Est-ce que cette impression se fonde simplement sur le fait que les sources concernant cette affaire ne sont encore connues que très partialement ? Est-ce que les sources à notre disposition permettent de conclure que la proposition du secrétaire de la Conférence épiscopale hongroise fut acceptée sans discussion dans la mesure où, au plan doctrinal, l'épiscopat hongrois ne voyait pas de dangers dans la réception de l'enseignement conciliaire ? Pour donner une première réponse à ces questions, cette contribution présente brièvement les difficultés dans l'identification des sources pour offrir ensuite une interprétation pos-

¹ *Protocole de la réunion du 14 septembre 1966 de la Conférence des évêques hongrois.* Magyar Nemzeti Levéltár Országos Levéltára [Archives Nationales de Hongrie] (= MNL OL ; Budapest), Bureau des Affaires ecclésiastiques, Documents présidentiels (= XIX-A-21-a.), K-13-2/c/1966/Eln.

² *Protocole de la réunion du 13 décembre 1966 de la Conférence des évêques hongrois.* MNL OL, XIX-A-21-a, K-13a-1/b/1967.

sible du désintérêt montré par les évêques hongrois à l'égard de la lettre du cardinal Ottaviani et pour indiquer quelques pistes et perspectives possibles de recherche ultérieure dans le contexte spécifique d'un régime totalitaire.

Comme on l'a déjà évoqué, les informations les plus concrètes sur l'affaire de la lettre de la Congrégation pour la doctrine de la foi se trouvent dans les procès-verbaux des conférences des évêques. Dans la documentation conservée aux archives de la Conférence épiscopale, on ne trouve ni les réactions personnelles des évêques ni la réponse de l'épiscopat hongrois envoyée à la Congrégation. Les deux dossiers des archives de la Conférence épiscopale portant la date de 1966 contiennent des matériaux mixtes, liés surtout aux diverses questions discutées durant les conférences des 19 janvier, 23 mars et 8 juin. Ce sont les dossiers provenant des archives de l'archidiocèse d'Eger qui renferment certains documents relatifs aux deux conférences de l'automne. Au-delà d'une copie de l'ordre du jour de la conférence du 13 décembre, rédigé le 6 décembre par Pál Brezanóczy, administrateur apostolique d'Eger et secrétaire de la Conférence épiscopale, on y trouve seulement la correspondance relative à trois questions mises à l'ordre du jour : statistiques sur les ecclésiastiques de chaque diocèse, questions liées à la réforme liturgique, rapport sur l'état des institutions sociales de l'Église³. Les procès-verbaux des conférences sont absents de cette collection. Nous étions donc contraints d'utiliser les copies des procès-verbaux conservées aux archives du Bureau des affaires ecclésiastiques, l'organe gouvernemental responsable pour les rapports avec les Églises.

Pour connaître la réaction de chaque évêque ou diocèse et le texte exact de la réponse définitive de l'épiscopat hongrois à la lettre du 24 juillet

³ *La convocation de la Conférence pour le 13 décembre*. Eger 26 novembre 1966. A Magyar Katolikus Püspökkari Konferencia Irattára [Archives de la Conférence des évêques hongrois] (= MKPK Irattára ; Budapest), Documents provenant des Archives archiépiscopales de Eger (= EFL), *Episcopi Hungariae* (= Eppi. Hung.) 1949-1969, 3504/1966. ; *L'ordre du jour de la conférence du 13 décembre. Relation sur les institutions sociales*. 21 octobre 1966. MKPK Irattára, EFL, Eppi. Hung. 1949-1969, 3608/1966. En réalité, sous ce dernier titre, on ne trouve pas seulement le rapport sur les institutions sociales, rédigé par László Sempsey, vicaire général de Budapest, mais aussi les documents suivants : *Compte rendu sur les affaires liturgiques discutées durant la conférence du 13 décembre*. Szombathely, 16 décembre 1966 ; *Lettre de Pál Brezanóczy aux membres de la Conférence épiscopale sur l'ordre du jour de la prochaine conférence*. Eger, 6 décembre 1966.

1966, il faut encore continuer les recherches. Malheureusement, les résultats d'une première enquête auprès de plusieurs archives diocésaines ne sont guère prometteurs. Seules les archives du diocèse de Székesfehérvár ont livré une documentation très pauvre sur l'affaire. Au-delà de la copie dactylographiée de la lettre de la Congrégation pour la doctrine de la foi, y est conservée la réponse de Mgr Lajos Shvoy, le seul évêque résidentiel hongrois qui n'avait pas eu l'autorisation de participer au moins à une session du Concile Vatican II. Dans cette lettre de moins d'une demi-page, rédigée le 30 novembre, c'est-à-dire à la veille de la date limite (1^{er} décembre) fixée par le secrétaire de la Conférence épiscopale pour l'envoi des réponses, le doyen de l'épiscopat national écrivait que, dans son diocèse, il n'avait détecté aucun signe des phénomènes décrits dans le document envoyé par le cardinal Ottaviani⁴.

Les recherches dans les archives des archidiocèses de Kalocsa et Eger n'ont pas été plus fécondes. À Kalocsa, ni les fonds relatifs aux réunions des évêques, ni les dossiers de l'archevêque Endre Hamvas, à l'époque président de la Conférence épiscopale hongroise, ne conservent de documents concernant le « décalogue des erreurs ». Étant donné que l'administrateur apostolique de l'archidiocèse d'Eger exerçait le rôle de secrétaire de la Conférence épiscopale, on pouvait espérer que le texte de la réponse adressée à la Congrégation pour la doctrine de la foi soit présent dans les fonds de cet archidiocèse, mais nos efforts sont restés sans succès.

En tout cas, deux caractéristiques majeures de la réception du Concile Vatican II en Hongrie permettent de mieux comprendre le relatif désintérêt manifesté par les évêques hongrois à l'égard de la lettre du cardinal Ottaviani.

La première est que la réception du Concile était largement conditionnée par le contrôle strict du régime athée sur tous les domaines de la vie de l'Église. Le seul fait que les copies des procès-verbaux des conférences des évêques hongrois qui nous fournissent les informations concrètes sur la réception de la lettre du cardinal Ottaviani par l'épiscopat hongrois sont conservées parmi les actes du Bureau des affaires ecclésiastiques révèle combien

⁴ *La réponse de Mgr Lajos Shvoy à la lettre de la Congrégation pour la doctrine de la foi.* Székesfehérvár, 30 novembre 1966. Székesfehérvári Püspöki Levéltár [Archives diocésaines de Székesfehérvár] (= SzfvPL ; Székesfehérvár) No. 7227, 7227/1966.

l'État-Parti hongrois a réussi à contrôler l'Église⁵. En effet, malgré les efforts du Saint-Siège à partir du pontificat de Jean XXIII pour établir un dialogue avec l'adversaire idéologique, le regard du Parti communiste sur l'Église catholique n'a pas beaucoup changé. Le régime a continué à considérer le Vatican comme un centre de pouvoir opposé au communisme, non seulement au niveau idéologique, mais aussi au plan politique. Dans ce cadre d'interprétation, le Concile ne fut pas évalué comme un événement interne de l'Église catholique, mais comme un moyen fondamental de la nouvelle politique orientale du Saint-Siège, dont le but n'était autre que de renforcer les positions de l'Église dans le monde moderne et de faciliter une attaque plus efficace contre les régimes communistes⁶.

L'évaluation des résultats du Concile par les autorités hongroises commença durant le Concile même. Les dirigeants de la politique ecclésiastique ont suivi attentivement les débats conciliaires et ont analysé les schémas arrivés en leur possession par le biais des agents des services secrets, recrutés également parmi les prélats. De plus, après le Concile, le Bureau des affaires ecclésiastiques a effectué une analyse globale de tous les documents conciliaires⁷. En considérant les décisions prises par le comité politique du Parti communiste et les résultats des analyses faites par le Bureau des affaires ecclésiastiques, on peut constater que les dirigeants de la politique ecclésiastique hongroise ont essayé de contrôler la réception du Concile par divers moyens⁸. D'une part seulement, ou presque seulement, des personnalités

⁵ *A Magyar Katolikus Püspöki Kar tanácskozásai 1949-1965 között. Dokumentumok I-II.* [Les réunions de la Conférence épiscopale catholique hongroise 1949-1965. Documents]. Rédigé par Margit Balogh, METEM, Budapest, 2008, p. 19-20.

⁶ Voir, par exemple, les interventions de Tadeus Żabiński, président du Bureau des affaires ecclésiastiques polonaises, et d'Alexei Alexandrovic Puzin, président du Conseil pour les affaires des cultes religieux auprès du Conseil des ministres de l'URSS, à la réunion des dirigeants de la politique ecclésiastique des pays communistes tenue à Budapest les 25-28 avril 1962. MNL OL, Bureau des affaires ecclésiastiques, Documents thématiques (= XIX-A-21-e.) 0028-10/a-b/1962. Sur l'évaluation du Concile en 1967, voir András FEJÉRDY, *Pressed by a Double Loyalty. Hungarian Attendance at the Second Vatican Council 1959-1965*, Budapest-New York, CEU Press, 2016, p. 327-331.

⁷ *Plan pour les employés du Bureau des affaires ecclésiastiques pour l'évaluation des documents du Concile Vatican II.* Budapest, 13 janvier 1966. MNL OL, Bureau des affaires ecclésiastiques. Base de données. (= XIX-A-21-c.) caisse 27, article 1.20/5.

⁸ *Résolution du Politburo du Parti socialiste ouvrier hongrois sur la situation de la politique ecclésiastique et sur des tâches relatives ultérieures.* 4 mars 1968, in Csaba SZABÓ, *A Szentészék és a Magyar Népköztársaság kapcsolatai a hatvanas években* [Relations du Saint-

progressistes, professeurs de théologie et journalistes affidés ou membres du Mouvement des prêtres pour la paix, furent autorisées à faire connaître et à commenter l'enseignement conciliaire. En même temps, on a essayé de limiter le nombre de ceux qui pouvaient avoir accès aux documents et de choisir les thèmes qui pouvaient être présentés à un public élargi. Dans ce dernier domaine, le critère principal était qu'on pouvait discuter dans la presse (catholique) ou durant les assemblées du clergé, les soi-disant « korona-assemblées », les thèmes ou les documents conciliaires considérés comme dépourvus de risque du point de vue politique ou susceptibles d'être interprétés de manière à servir les objectifs politiques du régime⁹.

En ce qui concerne la limitation d'accès aux documents conciliaires, il suffit de rappeler que, dans un premier temps, leur publication en traduction hongroise ne fut autorisée que dans de petites brochures séparées, en un faible nombre de copies. La première édition complète du corpus conciliaire ne fut réalisée que dix ans après le Concile, en 1975¹⁰. Il n'est donc pas surprenant que, dans un article publié en 1972 dans la revue *Teológia*, le philosophe et théologien catholique Tamás Nyíri ait soutenu que la réception du Concile est restée incomplète parmi les prêtres catholiques eux-mêmes. Selon Nyíri, seulement 15 à 20 % d'entre eux auraient lu les documents conciliaires intégraux¹¹.

L'interprétation « politique » du Concile s'est donc limitée presque exclusivement à des enseignements arbitrairement choisis par le régime. Il

Siège et de la République populaire hongroise dans les années Soixante], Budapest, Szent István Társulat-Magyar Országos Levéltár, 2005, p. 356-367.

⁹ Andras FEJÉRDY, *Pressed by a Double Loyalty...*, p. 177-178 et 339-340.

¹⁰ « Nous pouvons permettre aux évêques de publier progressivement les décrets du Concile Vatican II dans les années qui viennent. Les publications pourront être distribuées dans des cercles limités, seulement parmi les prêtres, les théologiens, les enseignants des instituts théologiques, les employés des revues ecclésiastiques ou d'autres institutions ecclésiastiques, dans ca. 3-4000 copies. » *Le président du Bureau des affaires ecclésiastiques, József Prantner, à László Orbán, dirigeant du Département de l'agitation et de la propagande du Comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois*. Budapest, 10 février 1966. MNL OL, Bureau des affaires ecclésiastiques. Documentation de l'administration secrète (= XIX-A-21-d.) 0022-1/1966. Le volume qui contenait pour la première fois tous les documents conciliaires : *A II. Vatikáni Zsinat tanítása : A zsinati döntések magyarázata és okmányai* [L'enseignement du Concile Vatican II. Documents et commentaires des décisions conciliaires]. Rédigé par József Cserháti et József Fábián, Budapest, Szent István Társulat, 1975.

¹¹ Tamás NYÍRI, « Hogyan él a magyar papság ? » [Comment les prêtres hongrois vivent-ils ?], *Teológia*, 6, 1972, p. 182-189.

s'agissait de thèmes qui pouvaient permettre à l'Église de soutenir le système politique ou d'appeler les catholiques à démontrer leur loyauté envers le régime. Dans cette optique, la paix constituait un concept symbolique et central de la réception de Vatican II en Hongrie. Paix parmi les hommes dans le monde entier, paix après la Seconde Guerre mondiale, paix entre les croyants et les athées, entre l'Église et l'État dans les pays du camp socialiste, paix entre l'idéologie marxiste et le catholicisme. Ce concept de la « paix » devait exprimer, soit dans la presse – censurée –, soit dans l'Église, la loyauté envers le régime¹². Comme l'a rappelé András Szennay, l'un des théologiens hongrois qui ont fait le plus possible pour faire connaître l'enseignement conciliaire aux catholiques de son pays, dans son évaluation rétrospective publiée par la revue *Vigilia* en 1991,

dans les quarante dernières années, on ne peut pas parler d'une théologie spécifiquement hongroise. Le "comme on peut" et le "ce qu'on peut" était très déterminant. Dans les années Soixante, beaucoup de théologiens hongrois furent contraints de s'occuper de la critique de la religion marxiste. Dans notre pays, le dialogue entre les chrétiens et les marxistes s'est prolongé de 1965 à 1988. Désormais, ce dialogue servait des buts de propagande, même si, de temps en temps, certains spécialistes de l'Occident y participèrent. L'État totalitaire voulait justifier de cette façon sa loyauté vis-à-vis des religions¹³.

Ce constat rétrospectif met l'accent sur la seconde caractéristique qui déterminait la réception du Concile par l'Église catholique nationale : le manque d'une théologie spécifiquement hongroise. Par-delà le fait que les théologiens devaient prendre en compte à la fois les critères de la fidélité ecclésiale et les attentes étatiques, il faut souligner que la théologie hongroise n'était pas traditionnellement portée à chercher des chemins nouveaux, tout en essayant toujours d'adapter les enseignements du Magistère aux conditions locales. En conséquence, après le Concile, elle se caractérisa par une orientation pratique en se concentrant sur les problèmes quotidiens des croyants (et non-croyants), comme la question du travail et du repos, les phénomènes liés à la diffusion de la publicité et des nouveaux moyens techniques, ou bien les questions de la vie des familles. Dans le même temps, elle

¹² András MÁTÉ-TÓTH, « Das II. Vatikanische Konzil in Ungarn. Geschichtliche Hintergründe », dans Bertram PITTNER, Andreas WOLLBOLD (dir.), *Zeiten des Übergangs. Festschrift für Franz Georg Friemel zum 70. Geburtstag*, Leipzig, St-Benno, 2000, p. 387.

¹³ András SZENNAY, « A közel múlt hazai teológiája » [La théologie hongroise des années précédentes], *Vigilia*, 46, 1991, p. 174.

a toujours essayé de suivre un juste milieu. Même s'il y avait quelques débats sur les questions concernant les domaines de la théologie pratique, la réception du Concile ne suscitait pas de conflits majeurs. La tension entre les courants progressistes et les courants conservateurs, caractéristiques de la théologie postconciliaire à l'échelle du monde, était presque inexistante en Hongrie¹⁴. Le renouvellement de la théologie catholique, issu de l'ouverture de l'Église *ad extra*, et l'intérêt pour les thèmes du monde moderne pouvaient se manifester, dans les conditions spécifiques du pays, surtout dans la justification théologique des relations entre l'Église et un État idéologiquement hostile. Par exemple, à la lumière de l'accord partiel signé en 1964, József Cserhádi soulignait, en partant de l'enseignement traditionnel de la théologie catholique sur les relations entre Église et État, la nécessité de la coopération entre les deux entités maintenant leur autonomie respective. Les expressions utilisées par l'administrateur apostolique de Pécs décrivaient cette relation non pas comme une coopération entre deux parties égales, mais reflétaient plutôt la situation locale, dans la mesure où les demandes de l'État étaient présentées comme les plus importantes¹⁵.

Il faut tout de même rappeler qu'on peut observer un certain partage tacite des tâches au sein de l'Église hongroise. Le fait qu'un groupe d'évêques, tel József Cserhádi, a assumé le rôle d'interprétation du Concile du point de vue politique a permis à des théologiens de présenter l'enseignement conciliaire sous l'aspect pastoral et théologique sans être obligés de lire les documents dans une perspective politique. On trouve cette même division des tâches dans la presse catholique. Tandis que l'hebdomadaire *Új Ember* et plus encore le journal du Mouvement des prêtres pour la paix *Katolikus Szó* ont publié des articles, plutôt faibles du point de vue théologique, qui visaient à consolider la loyauté politique des catholiques, des contributions plus solides sous l'angle théologique et plus réservées du point de vue politique ont vu le jour dans la revue mensuelle des intellectuels catholiques, *Vigilia*¹⁶.

¹⁴ Máté GÁRDONYI, « Magyar teológusok útkeresése a szocializmus évtizedeiben » [Orientation des théologiens hongrois dans les années du socialisme], *Vigilia*, 72, 2007, p. 749-758.

¹⁵ József CSERHÁDI, *Az Egyház – saját tanítása tükrében*. [L'Église – selon son propre enseignement], Budapest, Szent István Társulat, 1964, p. 576-577. Cité *ibid.*, p. 751.

¹⁶ *Plan de travail pour les tâches relatives au Concile Vatican II*, Budapest, 11 septembre 1962, MNL OL, XIX-A-21-d, 0022-15/a/1962. *Plan d'opérations pour couvrir le Concile Vatican II*. Budapest, 27 juillet 1962, Állambiztonsági Szolgálatok Történeti Levéltára [Archives historiques des services secrets de l'État] (= ÁBTL ; Budapest), Dossiers d'opérations

Dans le contexte général de la réception du Concile Vatican II, la lettre du cardinal Ottaviani ne constituait pas une menace pour les objectifs de l'État. Elle pouvait même être insérée dans la stratégie politique du régime, adoptée dès avant le Concile. Celle-ci se fondait sur la distinction entre deux courants majeurs au sein de l'Église, les « conservateurs-intégristes » et les « progressistes ». En conséquence, la tâche de la politique ecclésiastique, soit au niveau local, soit au niveau international, fut de contribuer à supprimer ou à marginaliser les cercles « réactionnaires » et à soutenir les forces « progressistes¹⁷ ». Étant donné qu'aux yeux des dirigeants communistes, le cardinal Alfredo Ottaviani comptait parmi les plus importants *leaders* de la tendance « conservatrice » au sein de la Curie romaine, ils étaient intéressés à souligner son comportement « réactionnaire » et à divulguer les critiques formulées à son égard par les représentants du courant « progressiste ». La divulgation des discussions suscitées en Occident par la lettre du cardinal Ottaviani correspondait donc aux intérêts de l'État.

En l'état de la documentation disponible, on ne peut pas savoir si les autorités étatiques ont simplement toléré, n'ont pas empêché ou ont inspiré et même demandé le compte rendu de ces débats publié par le journaliste catholique Vid Mihelics dans *Vigilia*. La possibilité d'une inspiration de la part de l'État n'est pas exclue dans la mesure où Mihelics, rédacteur en chef du mensuel et agent des services secrets de Budapest depuis 1957 sous le pseudonyme « Béla Molnár », fut chargé, dès l'ouverture de Vatican II, d'informer l'opinion catholique du pays sur le travail conciliaire dans l'optique et selon les intentions du régime communiste¹⁸.

conduites par les organes responsables pour le registre opératif central (= 3.1.5.) O-14 963/2 "Canale", p. 242-243.

¹⁷ Andras FEJÉRDY, *Pressed by a Double Loyalty*..., p. 194-195.

¹⁸ *Plan d'opérations relatives au Concile Vatican II*. Budapest, 6 août 1962, ÁBTL 3.1.5. O-14 963/2 "Canale", p. 247-248 ; *Proposition pour la préparation des agents en train de partir pour la troisième session conciliaire et pour d'autres mesures d'opérations*. Budapest, 10 septembre 1964, ÁBTL 3.1.5. O-14 963/7-a "Canale", p. 340-342. Publiés par Frigyes Kahler, *III/III-as történelmi olvasókönyv 3. A "Canale" dosszié. A magyar titkosrendőrség és a II. Vatikáni Zsinat. Az "Ibolya" dosszié. Hiányzó lapok "A magyarországi görögkatolikus történeté"-ből* [Anthologie historique de la sécurité d'État hongroise (III/III) 3. Le dossier "Canale". La police secrète et le Concile Vatican II ; le dossier "Ibolya" : Pages manquantes de l'"Histoire des grecs-catholiques en Hongrie"], Budapest, Kairosz, 2005, p. 169-171 ; *Proposition pour la préparation des agents en train de partir pour la quatrième session conciliaire*, Budapest, 6 août 1965, ÁBTL 3.1.5. O-14 963/10 "Canale", p. 114-119.

Dans le numéro de décembre 1966 de *Vigilia*¹⁹, Vid Mihelics reprenait pour ses lecteurs le décalogue des erreurs les plus fréquentes dans l'interprétation et l'application des décrets conciliaires élaboré par la Congrégation pour la doctrine de la foi et évoquait brièvement la publication de la lettre par les *Acta Apostolicae Sedis* pour pallier la fuite d'informations inaugurée, selon l'auteur, par l'article d'Henri Fesquet dans *Le Monde* du 10 septembre. Il s'est intéressé ensuite, dans la rubrique « Eszmék és tények » (« Idées et faits ») à la réception occidentale du document romain à partir des articles du jésuite Robert Rouquette dans *Études* (novembre 1966) et du théologien Max Brändle dans *Orientierung* (31 octobre 1966), complétés par quelques observations formulées par le dominicain anglais Henry St John dans *The Tablet* (22 octobre 1966) et par le numéro d'octobre de *Orbis Catholicus*. Enfin, Mihelics est encore revenu sur l'affaire de la lettre du cardinal Ottaviani dans le numéro de janvier 1967 pour exposer la position prise par Karl Rahner dans l'article « Kirchliches Lehramt und Theologie nach dem Konzil » publié par *Stimmen der Zeit*²⁰.

Même si le choix des auteurs et des revues favorables à la position de la majorité conciliaire peut signifier que Mihelics aurait suivi les directives du Parti communiste concernant le concile Vatican II, c'est-à-dire le soutien des courants « progressistes », il est nécessaire de préciser que sa sympathie pour ces derniers n'était pas dictée seulement par la loyauté au régime et que leurs idées coïncidaient sur plusieurs points avec ses convictions personnelles. En effet, dès sa jeunesse, Mihelics fut l'un des principaux représentants d'une génération de catholiques hongrois qui cherchait, avec une sensibilité sociale remarquable, une réponse aux nouveaux défis que l'Église devait affronter²¹.

¹⁹ Vid MIHELICS, « Eszmék és tények (Ottaviani bíboros levele) » [Idées et faits. La lettre du cardinal Ottaviani], *Vigilia*, 31, 1966, 12, p. 831-836.

²⁰ Vid MIHELICS, « Eszmék és tények (A teológiai pluralizmus és az egyházi tanítóhivatal) » [Idées et faits. Pluralisme théologique et Magistère de l'Église], *Vigilia*, 32, 1967, p. 39-44.

²¹ Sur la vie et l'évolution de la pensée de Vid Mihelics, voir Zoltán FRENYÓ, *Egy magyar katolikus gondolkodó. Mihelics Vid életműve* [Un penseur catholique hongrois. L'œuvre de Vid Mihelics], Budapest, METEM, 2002, 280 p.

La reconstruction, même partielle, de l'histoire de la réception de la lettre du cardinal Ottaviani en Hongrie permet de conclure que l'initiative apparaît comme un révélateur en Hongrie comme en d'autres pays. En tout cas, dans la géographie des humeurs postconciliaires, la Hongrie communiste représente un cas particulier. Le fait que l'épiscopat national semble rester complètement passif et que la presse catholique se limite à faire connaître les opinions des courants « progressistes » occidentaux sans formuler de position propre sur l'affaire montre bien comment, dans le contexte d'un régime communiste, en l'absence de liberté de discussion, la réception du Concile ne pouvait être que partielle, limitée et unilatérale.

András FEJÉRDY

Académie des sciences hongroise
Université catholique Peter Pázmány

TABLE DES MATIÈRES

Christian SORREL et Alessandro SANTAGATA, <i>Quand Rome enquête</i>	9
Annexe 1 – Lettre <i>Cum Oecumenicum Concilium</i> adressée par le cardinal Ottaviani aux présidents des conférences épiscopales (24 juillet 1966)	29
Annexe 2 – Réponse de la Conférence épiscopale des Pays-Bas	36
Annexe 3 – Projet de déclaration pontificale proposée par le cardinal Charles Journet après la divulgation de la réponse hollandaise (22 juillet 1968)	48
CONTEXTES ET CONJONCTURES	
Étienne FOUILLOUX, <i>Lendemain de Concile ou début de crise ?</i>	55
Philippe CHENAUX, <i>Paul VI, le cardinal Ottaviani et la Curie romaine</i>	67
Gianni LA BELLA, <i>L'inchiesta Ottaviani e i religiosi</i>	83
Philippe ROY-LYSENCOURT, <i>Les catholiques traditionalistes et la première réception de Vatican II</i>	99
Annexe – Réponse de Mgr Marcel Lefebvre, supérieur général de la Congrégation du Saint-Esprit (20 décembre 1966)	115
Marialuisa Lucia SERGIO, <i>Le « drame de la doctrine » : le post-concile dans la documentation du Conseil pontifical pour les laïcs</i>	119
PERSPECTIVES NATIONALES	
Christian SORREL, <i>La Conférence épiscopale française et l'enquête Ottaviani. Fonctionnement institutionnel et positions doctrinales</i>	143
Annexe 1 – Calendrier de travail de l'épiscopat français	191
Annexe 2 – Experts sollicités au cours de la phase préparatoire	192
Annexe 3 – Participation des évêques à la préparation de la réponse française	195
Annexe 4 – Réponse de la Conférence épiscopale française (17 décembre 1966)	201
Leo DECLERCK et Mathijs LAMBERIGTS, <i>La réponse de la Conférence épiscopale belge au questionnaire du cardinal Ottaviani</i>	219
Annexe – Réponse de la Conférence épiscopale belge (18 décembre 1966)	235
Franz Xaver BISCHOF, <i>La réponse de la Conférence épiscopale allemande au questionnaire du cardinal Ottaviani</i>	253
Annexe – Réponse du cardinal Julius Döpfner, archevêque de Munich (21 décembre 1966)	265

Lorenzo PLANZI, <i>La Suisse et la lettre du cardinal Ottaviani</i>	271
Annexe 1 – Réponse de Mgr Louis Haller (21 novembre 1966)	281
Annexe 2 – Réponse de Mgr François Charrière (25 novembre 1966)	283
Gianni LA BELLA, <i>La risposta dell'episcopato italiano all'inchiesta Ottaviani</i>	285
Alessandro SANTAGATA, <i>La réception du questionnaire Ottaviani dans les revues catholiques italiennes</i>	297
Feliciano MONTERO, <i>El eco de la encuesta Ottaviani en la Iglesia española (1966-1967)</i>	311
Annexe – Réponse de la Conférence épiscopale espagnole (décembre 1966)	335
András FEJERDY, <i>La lettre du cardinal Ottaviani et la réception du concile Vatican II en Hongrie</i>	339
Gilles ROUTHIER, <i>La réponse de la Conférence catholique canadienne</i>	349
Annexe – Réponse de la Conférence catholique canadienne (septembre 1967)	361
Miranda LIDA, <i>El catolicismo argentino y la recepción de la carta del cardenal Ottaviani. Una lectura desde América latina</i>	367
Denis PELLETIER, <i>Conclusion. Le catholicisme entre deux mondes</i>	391

Collection
CHRÉTIENS ET SOCIÉTÉS. DOCUMENTS ET MÉMOIRES.

ISSN : 1761-3043

Depuis 2004, la revue annuelle *Chrétiens et sociétés XVI^e-XXI^e siècles* (<http://chretienssocietes.revues.org/>) est complétée par la publication d'une collection intitulée *Chrétiens et sociétés. Documents et Mémoires*.

Numéros parus :

N° 1 *L'Anticléricalisme intra-protestant en Europe continentale (XVI^e-XVIII^e siècles)*, textes réunis par Yves KRUMENACKER, 2003, 128 p.

N° 2 *Quelle laïcité en Europe ?*, Jean-Dominique DURAND (dir.), 2003, 158 p.

N° 3 *Pauvreté, cultures et ordre social*, Jean-Pierre GUTTON, 2006, 446 p.

N° 4 *Enfance, assistance et religion*, Olivier CHRISTIN et Bernard HOURS (dir.), 2006, 288 p.

N° 5 *Les écoles de pensée religieuse à l'époque moderne*, Yves KRUMENACKER et Laurent THIROUIN (dir.), 2006, 208 p.

N° 6 *Le Roi-Providence. Trois études sur l'iconographie gallicane*, Olivier CHRISTIN, 2006, 128 p.

N° 7 *Antiromanisme doctrinal et romanité ecclésiale dans le catholicisme posttridentin (XVI^e-XX^e siècles)*, Sylvio DE FRANCESCHI (dir.), 2009, 168 p.

N° 8 *Le catholicisme en congrès (XIX^e-XX^e siècles)*, Claude LANGLOIS et Christian SORREL (dir.), 2009, 228 p.

N° 9 *La coexistence confessionnelle à l'épreuve. Études sur les relations entre protestants et catholiques dans la France moderne*, Didier BOISSON et Yves KRUMENACKER (dir.), 2009, 264 p.

N° 10 *Le ministère des prêtres et des pasteurs. Histoire d'une controverse entre catholiques et réformés français au début du XVII^e siècle*, Bruno HÜBSCH, 2010, 256 p.

N° 11 *Le pontife et l'erreur. Anti-infaillibilisme catholique et romanité ecclésiale aux temps posttridentins (XVI^e-XX^e siècles)*, Sylvio DE FRANCESCHI (dir.), 2010, 192 p., ISBN 978-2-9537928-1-2

N° 12 *La Jeunesse étudiante chrétienne 1929-2009*, Textes réunis par Bernard BARBICHE et Christian SORREL, 2011, 288 p., ISBN 978-2-9537928-1-2

N° 13 *Jésuites et littérature (XIX^e-XX^e siècles)*, Étienne FOUILLOUX et Frédéric GUGELOT (dir.), 2011, 288 p., ISBN 978-2-9537928-3-6

N° 14 *Justice et protestantisme*, Didier BOISSON et Yves KRUMENACKER (dir.), 2011, 187 p., ISBN 978-2-9537928-4-3

N° 15 *Histoires antiromaines*, Sylvio DE FRANCESCHI (dir.), 2011, 203 p., ISBN 978-2-9537928-6-7

N° 16 *Le monde de l'histoire religieuse*, Jean-Dominique DURAND (dir.), 2012, 249 p., ISBN 978-2-9537928-7-4

N° 17 *Femmes, genre et catholicisme. Nouvelles recherches, nouveaux objets*, Anne COVA et Bruno DUMONS (dir.), 2012, 207 p., ISBN 978-2-9537928-9-8

N° 18 *Enfance, santé et société. Recueil d'articles*, Dominique DESSERTINE, 2013, 376 p., ISBN 979-10-91592-00-0

N° 19 *Alexandre Glasberg. Prêtre, résistant, militant*, Christian SORREL (dir.), 2013, 167 p., ISBN 979-10-91592-01-7

N° 20 *Les "Matériaux Boulard" trente ans après. Des chiffres et des cartes...* Christian SORREL (dir.), 2013, 195 p., ISBN 979-10-91592-02-4

N° 21 *Penser la mondialisation avec Jacques Maritain*, Jean-Dominique DURAND et René MOUGEL (dir.), 2013, 199 p.

N° 22 *Jésuites et sciences humaines (années 1960)*, Étienne FOUILLOUX et Frédéric GUGELOT (dir.), 2014, 211 p., ISBN 979-10-91592-07-9

N° 23 *Histoires antiromaines II*, Franz Xaver BISCHOF et Sylvio DE FRANCESCHI (dir.), 2014, 250 p., ISBN 979-10-91592-08-6

N° 24 *Protestantisme et éducation dans la France moderne*, Yves KRUMENACKER et Boris NOGUÈS (dir.), 2014, 187 p., ISBN 979-10-91592-09-3

N° 25 *Un passé recomposé. Fondation et construction du couvent dominicain de Lyon 1856-1888*, Jean-Marie GUEULLETTE (dir.), 2015, 172 p., ill. couleurs + cahier hors texte, ISBN 979-10-91592-10-9

N° 26 *Missions, vocations, dévotions. Pour une anthropologie historique du catholicisme moderne*, Bernard DOMPNIER, Recueil d'articles présenté par Bernard HOURS et Daniel-Odon HUREL, 2015, 445 p., ISBN : 979-10-91592-11-6

N° 27 *La coexistence confessionnelle en France et en Europe germanique et orientale*, Catherine MAURER et Catherine VINCENT (dir.), 2015, 365 p., ISBN 979-10-91592-12-3

N° 28 *Gouverner l'Église catholique au XX^e siècle. Perspectives de recherche*, Bruno DUMONS et Christian SORREL (dir.), 2015, 159 p., ISBN 979-10-91592-13-0

N° 29 *Nourritures terrestres : alimentation et religion*, Paul AIRIAU (dir.), 2016, 113 p., ISBN 979-10-91592-13-0

N° 30 *Y a-t-il une spiritualité jésuite ? (XVI^e-XX^e siècles)*, Étienne FOUILLOUX et Philippe MARTIN (dir.), 2016, 215 p., ISBN 979-10-91592-15-4

N° 31 *Gouverner une Église en révolution. Histoires et mémoires de l'épiscopat constitutionnel*, Paul CHOPELIN (dir.), 2017, 303 p., ISBN 979-10-91592-16-1

N° 32 *Renouveau conciliaire et crise doctrinale. Rome et les Églises nationales (1966-1968)*, Christian SORREL (dir.), 2017, 406 p., ISBN 979-10-91592-17-8

N° 33 *Droits antiromains XVI^e-XX^e siècles. Juridictionnalisme catholique et romanité ecclésiastique*, Sylvio DE FRANCESCHI (dir.), 2017, 277 p., ISBN 979-10-91592-18-5

*

**

HORS-SÉRIE N° 1

Matériaux pour l'histoire religieuse du peuple français XIX^e-XX^e siècles, Tome 4 : *Bourgogne, Franche-Comté et Lyonnais, Savoie et Dauphiné, Grand Midi et Algérie, autres groupes religieux*, Fernand BOULARD (fondateur), Bernard DELPAL (dir.), 2011, 590 p., ISBN 978-2-9537928-2-9

Achévé d'imprimer
par l'imprimerie Vassel graphique
en novembre 2017

ISSN : 1761-3043
ISBN : 979-10-91592-17-8
Dépôt légal : novembre 2017

Imprimé en France

Dans le prolongement des démarches scientifiques suscitées par le cinquantenaire du Concile Vatican II, un colloque international réuni à Lyon en mai 2016 s'est intéressé à un dossier inédit, celui des réactions à la lettre adressée le 24 juillet 1966 par le cardinal Ottaviani, pro-préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, aux présidents des conférences épiscopales sur les « abus grandissants dans l'interprétation de la doctrine du Concile » et les « opinions étranges et audacieuses apparaissant ici ou là ». L'abondance des commentaires, la tonalité des réponses nationales et les suites romaines confèrent à ce document une dimension de révélateur face à la crise naissante, que les acteurs ont du mal à nommer et à identifier. Les thèmes abordés sont nombreux (instances de la société, évaluation du Concile, déplacements des modalités du croire, exercice de la collégialité, réforme de la Curie, responsabilités des évêques et des théologiens) et constituent autant de perspectives pour l'historicisation du moment conciliaire dans le temps court qui sépare la clôture de l'assemblée et la bourrasque de Mai-68 et, plus généralement, dans le mouvement des décennies 1950-1970.

Avec les contributions de Christian **SORREL**, Alessandro **SANTAGATA**, Étienne **FOUILLOUX**, Philippe **CHENAUX**, Gianni **LA BELLA**, Philippe **ROY-LYSEN-COURT**, Marialuisa Lucia **SERGIO**, Leo **DECLERCK**, Mathijs **LAMBERIGTS**, Franz Xaver **BISCHOF**, Lorenzo **PLANZI**, Feliciano **MONTERO**, Andrés **FEJÉRDY**, Gilles **ROUTHIER**, Miranda **LIDA** et Denis **PELLETIER**.



22 €

Chrétien et Sociétés Documents et Mémoires n° 32
ISSN : 1761-3043

ISBN : 979-10-91592-17-8